

Appel d'offre Ouvert

(Articles L.2124-2 et s. et R. 2124-2 et s. du Code
de la commande publique)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Références de l'accord-cadre : **25 002-004**

Objet de l'accord-cadre : **Maintenance préventive et corrective des toitures**

Lot 1 (réf. 25 002) Sites de Montpellier - Béziers

Lot 2 (réf. 25 003) Sites de Nîmes

Lot 3 (réf. 25 004) Sites de Perpignan

Pouvoir adjudicateur :

Crous (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) de Montpellier-Occitanie
2 rue Monteil, CS 85053, 34093 MONTPELLIER CDX5

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale du Crous de Montpellier-Occitanie, Sandrine CLOAREC

TABLE DES MATIERES

Article 1. Objet du marché	2
1.1. <i>Objet de l'accord cadre</i>	<i>2</i>
1.2. <i>Décomposition de l'accord cadre</i>	<i>2</i>
1.3. <i>Durée du marché</i>	<i>2</i>
1.4. <i>Forme du marché.....</i>	<i>2</i>
1.5. <i>Implantation géographique.....</i>	<i>2</i>
Article 2. Documents contractuels	3
Article 3. Modalités et détermination du prix	3
3.1. <i>Dispositions générales</i>	<i>3</i>
3.2. <i>Ajustement des prix.....</i>	<i>3</i>
Article 4. Acomptes et paiements partiels définitif	3
Article 5. Paiement – établissement de la facture	4
5.1. <i>Mode de règlement</i>	<i>4</i>
5.2. <i>Présentation des demandes de paiement.....</i>	<i>4</i>
Article 6. Contrôle - Suivi du marché	5
6.1. <i>Contrôle.....</i>	<i>5</i>
6.2. <i>Suivi du marché</i>	<i>5</i>
Article 7. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	6
Article 8. Pénalités	6
Article 9. Résiliation.....	6
9.1. <i>Résiliation aux torts du titulaire</i>	<i>6</i>
9.2. <i>Exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire</i>	<i>6</i>
9.3. <i>Résiliation à la demande du titulaire</i>	<i>6</i>
9.4. <i>Résiliation pour motif d'intérêt général</i>	<i>6</i>
Article 10. Attribution de compétence	7
Article 11. Assurances	7
Article 12. Engagement des parties	7
Article 13. Dérogations aux documents généraux	7

Article 1. Objet du marché

1.1. Objet de l'accord cadre

Le Crous de Montpellier assure des services d'hébergement et de restauration pour les étudiants de l'académie de Montpellier. Le Crous est composé de plusieurs unités de gestion (UG) d'hébergement et de restauration.

Chaque UG est composée d'un site principal (cité ou restaurant universitaire) et d'un nombre variable de sites satellites (résidences ou cafétérias).

Le présent marché a pour objet des travaux de maintenance préventive et curative des toitures des bâtiments appartenant ou gérés par le CROUS de Montpellier - Occitanie, ainsi que les équipements annexes tels que les gouttières et les descentes d'eau pluviale.

Lieux d'exécution : Sites de Montpellier - Béziers, Nîmes et Perpignan

1.2. Décomposition de l'accord cadre

Le présent marché est décomposé en 3 lots :

Lot	Description
1	Sites de Montpellier - Béziers
2	Sites de Nîmes
3	Sites de Perpignan

1.3. Durée du marché

La durée d'exécution du marché est de 12 mois à compter de la date de début d'exécution, reconductible tacitement deux fois par période de 12 mois.

Il est résiliable annuellement sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, conformément aux dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique. En cas de non-reconduction, le titulaire en sera informé dans un délai de trois mois avant la date d'anniversaire par courrier recommandé et/ou courriel avec accusé de réception.

1.4. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mixte sans montant minimum et avec un montant maximum en application de l'article R2162-2 du code de la commande publique.

Les prestations de maintenance préventive sont à prix forfaitaires pour toute la durée du marché.

Les prestations de maintenance corrective hors forfait seront à prix unitaire et feront l'objet de bons de commande.

Lorsque le Crous de Montpellier-Occitanie passera une commande prévue dans une ou plusieurs lignes du BPU, le ou les prix prévus s'appliqueront.

Les éventuelles prestations ne figurant pas au Bordereau des Prix Unitaires seront réglées par l'application du coefficient K et des éventuels frais de déplacement sur la base des indications correspondants du le Bordereau des Prix unitaires.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets jusqu'au plus tard six mois après le terme de la validité de l'accord-cadre. Le titulaire de l'accord-cadre sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire.

Chaque lot est mono-attributaire.

1.5. Implantation géographique

Lieux d'exécution : secteur Montpellier - Béziers, Nîmes et Perpignan

La liste des restaurants et cafétérias, cités et résidences concernés par le projet est jointe au présent dossier de consultation.

Evolution du parc :

Des sites sont susceptibles d'être ajoutés ou retranchés sans que ces évolutions entraînent une modification des conditions administratives ou techniques du marché.

A noter que, des opérations de construction de bâtiments de logements étudiants sont en cours et impactera le parc immobilier du Crous de Montpellier dans les toutes prochaines années.

Article 2. Documents contractuels

Pour chacun des lots, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement (AE)– Formulaire ATTRI1, et ses quatre annexes :
 - Annexe n°1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) par lot
 - Annexe n°2 : Le Cadre de Réponse Technique (CRT)
 - Annexe n°3 : L'attestation de visite
 - Annexe n°4 : La fiche renseignements fournisseur
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses trois annexes :
 - Annexe n°1 : Sites contacts ;
 - Annexe n°2 : L'annexe commune – inventaires toitures
 - Annexe n°3 : L'attestation de service fait
- Le CCAG Fournitures courantes et de Services du 30 mars 2021
- Le mémoire technique remis par l'entreprise

Article 3. Modalités et détermination du prix

3.1. Dispositions générales

Le taux de la TVA (20%) est celui en vigueur à la date de la consultation. Il devra cependant suivre les modifications des règles fiscales en vigueur en cours de marché.

- ✓ Maintenance préventive forfaitaire :

Les offres concernant le volet forfaitaire seront établies sur le formulaire de Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF, annexe 1 de l'Acte d'engagement) qui détaille les prix consentis site par site.

- ✓ Maintenance corrective et mise en sécurité hors forfait :

La partie maintenance corrective hors forfait seront traitées à prix unitaires pendant toute la durée du marché. Ces prestations seront déclenchées par l'émission de bons de commande établis sur la base de devis détaillés conformes au Bordereau des Prix Unitaires (le BPU figurant en annexe 1 à l'Acte d'Engagement joint au dossier de consultation).

3.2. Ajustement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix concernant la maintenance préventive sont fermes sur toute la durée du marché.

Concernant la partie corrective les prix sont ajustables, à la hausse comme à la baisse, une fois par an, à la date anniversaire du marché. Le titulaire ne pourra appliquer les prix révisés qu'après validation par le Crous des nouveaux tarifs, accompagné des justificatifs précis et pertinents et avec détail de la formule de calcul de nature à montrer l'augmentation des coûts des prestations.

Le titulaire devra produire, 3 mois avant, un dossier justificatif avec détail de la formule de calcul pour demander cette révision.

La clause limitative suivante s'applique : clause butoir : l'évolution des prix résultant de l'appréciation de la référence de l'ajustement sera limitée à une augmentation de 3% maximum par année de reconduction.

Article 4. Acomptes et paiements partiels définitif

Sans Objet

Article 5. Paiement – établissement de la facture

5.1. Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les textes applicables.

5.2. Présentation des demandes de paiement

5.2.1 Les factures

Les factures établies transmises porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale, adresse et numéro de téléphone du créancier.
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET.
- Les références bancaires ou postales, telles que précisées dans l'acte d'engagement.
- Le numéro de marché.
- Le numéro du bon de commande.
- La date d'exécution de la prestation.
- Le montant de la prestation exécutée.
- La définition exacte de la fourniture livrée.
- Les taux et montants de la T.V.A. et autres taxes éventuelles.
- Le montant TTC.
- La date de la facturation.
- Le cas échéant, le taux de remise en vigueur à la date de la commande.

Afin d'éviter tout risque d'erreur ou de litige, il est important que l'établissement qui émet la facture puisse être spontanément rapproché de l'identité du titulaire signataire de l'acte d'engagement.

5.2.2 La facturation électronique

Elle est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous- traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif) ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (liste des codes fournie à la notification du marché) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

5.2.3 Le paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au C.C.A.G. par l'Agent Comptable du C.R.O.U.S. de Montpellier et conformément à la réglementation en vigueur à la date de la livraison. En l'occurrence, le mode règlement applicable est le virement avec mandatement à trente (30) jours maximum. Ce délai de mandatement s'entend à compter de la date de réception de la facture et après vérification du service fait.

5.2.4 Intérêt moratoire

Le défaut de paiement dans les délais légaux prévus (30 jours) fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement ainsi que le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40€.

Article 6. Contrôle - Suivi du marché

6.1. Contrôle

Le Crous de Montpellier-Occitanie se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations des titulaires par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée. Ce contrôle pourra porter sur :

- La conformité de la prestation par rapport à la demande,
- La conformité des matériels et des personnels aux conditions du marché et à la sécurité au travail,
- Les factures.

6.2. Suivi du marché

VISITE :

A chaque intervention préventive suivant un calendrier annuel d'intervention, le technicien chargé de la visite doit se présenter au responsable technique du site, dès son arrivée.

RAPPORTS :

Dans le cadre de la maintenance préventive, le prestataire sera tenu d'établir un rapport écrit selon la gamme de maintenance décrite selon l'article 3.1.1. du CCTP et de consigner le résultat des mesures et essais. Ce rapport sera transmis par voie électronique sous 5 jours ouvrés à la fin de chaque intervention au responsable technique du site et une copie numérique au responsable du service maintenance, entretien du bâti, et gestion de l'énergie du CROUS à l'adresse suivante :

Sebastien.bastide@crous-montpellier.fr

NON-CONFORMITES, MISE EN DEMEURE ET MESURE DE SAUVEGARDE

Toute non-conformité observée, tant dans la qualité de la prestation que la conformité des moyens, donnera lieu à l'émission d'un courrier de non-conformité par le service achats-marchés du Crous de Montpellier-Occitanie.

Le titulaire du marché est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant ses remarques et les mesures correctives prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au Crous de Montpellier-Occitanie, service achats-marchés.

Une mise en demeure sera adressée au titulaire dans le cas de dysfonctionnement consécutif à une non-conformité qui lui a été signalée, de non-réponse aux fiches de non-conformité ou de non-amélioration de la prestation. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Après une seconde mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire conformément à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS (Résiliation pour faute du titulaire) et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Si le dysfonctionnement constaté est non conforme à la réglementation sur le code du travail et sur la sécurité des personnels, une mesure de sauvegarde sera prise immédiatement. Le titulaire du marché aura l'obligation de prendre toutes mesures adaptées pour se conformer sous 24 heures.

REUNION DE SUIVI

Une réunion de suivi de marché entre le service du patrimoine et les titulaires sera organisée une fois par an afin de suivre le bon déroulement du marché et de résoudre les différents problèmes rencontrés et d'améliorer les prestations pour assurer la pérennité des ouvrages.

Article 7. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 8. Pénalités

- Pénalités de retard eu temps d'intervention (GTI) : 100,00 € TTC par heure
- Pénalités de retard du temps d'intervention de rétablissement (GTR) : 200,00 € TTC par jour calendaire
- Pénalités de retard de rapport d'intervention non fourni sous 1 mois après intervention : 50,00 € TTC

Article 9. Résiliation

9.1. Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du Travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, de plein droit et aux torts du titulaire, sans indemnités, moyennant un préavis d'un mois envoyé par lettre recommandée avec A.R. et après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours, dans les cas suivants :

- Infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- Répétition non motivée de retards d'exécution,
- Défaillance notoire du titulaire.

La répétition non motivée des non-conformités d'exécution des prestations sera considérée comme une infraction aux clauses contractuelles.

Pour les prestations ayant fait l'objet de rejet, refus, retard, inachèvement ou non remplacement dans les délais accordés, le pouvoir adjudicateur pourra faire réaliser les prestations concernées par le fournisseur qui lui conviendra. En cas de différence de prix au détriment de l'administration, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et automatiquement déduite de la facture mise en paiement à son profit.

9.2. Exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire

Le présent C.C.A.P. prévoit que le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par le fournisseur qui lui conviendra à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les cas suivants :

- Inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- Résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 « Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire » du chapitre 7 « Résiliation » du C.C.A.G.-F.C.S.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.3. Résiliation à la demande du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire doit solliciter la résiliation du marché, il informe le CROUS des motifs de sa demande et indique la date à laquelle la résiliation pourrait être envisagée, compte tenu d'un délai minimum de trois mois entre la date de sa demande et la cessation effective du marché.

La résiliation du marché n'est effective que par décision expresse du CROUS.

9.4. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché pour motif d'intérêt général, à tout moment par décision de résiliation et sans indemnité pour le titulaire du fait de la nature du présent marché. (Accord cadre sans montant minimum).

Article 10. Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le droit français est seul applicable,

Le tribunal compétent est le tribunal dont relève le pouvoir adjudicateur :

Tribunal Administratif de Montpellier
6, rue Pitot – 34000 Montpellier
Tél. : 0467548100

Article 11. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur public et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 12. Engagement des parties

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire toute information utile à la bonne exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à réaliser une prestation conforme aux besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du présent marché déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas d'interdiction de soumissionner définis aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux article L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Article 13. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14 du CCAG FCS par l'article 8 du CCAP (pénalités).

Dérogation au chapitre 7 du CCAG FCS par l'article 9 du CCAP (résiliation).

Dérogation aux articles 27/28 et 29 du CCAG FCS par l'article 6 du CCAP (suivi du marché).